



Le projet de coworking devient un projet immobilier

Plutôt que des bureaux, neuf appartements seront livrés à la rentrée 2024, place Travot. Le propriétaire explique ce choix par « une forte demande » et « un manque de logements » en centre-ville.

Le projet

Son ouverture avait été plusieurs fois repoussée. L'espace de coworking de la place Travot, à Cholet, ne se concrétisera finalement pas. C'est ce qu'indique Cédric Pinto, directeur de l'agence immobilière [Espaces](#) atypiques, propriétaire du bâtiment depuis 2021. À la place des bureaux, il y installera neuf appartements « haut de gamme ».

Sa décision, prise au « dernier trimestre 2023 », est justifiée par « le manque de logements en centre-ville et la demande importante de nouveaux arrivants ». Le rez-de-chaussée est occupé depuis la rentrée par l'agence immobilière, qui a déménagé du haut de la rue Nationale.

« C'est rare, ce genre de biens »

Aux étages, quatre logements de deux pièces (de 45 m²) et cinq de trois pièces (de 65 à 70 m²) seront destinés à la location ou à la vente. Sur ce point, « la décision n'est pas encore arrêtée », explique le directeur de l'agence.

Les appartements étant vacants



Place Travot, dans le centre-ville de Cholet, le projet de coworking devient un projet immobilier.

PHOTO : OUEST-FRANCE

depuis treize ans, « il reste de nombreux travaux à faire », précise Cédric Pinto. Le potentiel du bâtiment ne lui a pas échappé : une « belle » hauteur de plafond, des cheminées conservées, parquet ancien, dix places de parkings réservées aux résidents, et à l'arrière, un jardin partagé

« invisible » de l'espace public. « C'est rare, ce genre de biens », note le directeur.

La livraison des logements est prévue pour septembre 2024. Les premières visites s'effectueront à partir de mars.

L'immeuble du XIX^e siècle à l'angle

des rues Nationale et Pineau, classé dans une zone Bâtiment de France, avait fait cet été l'objet de travaux de rénovation de façade par la société Cottenneau, des tuffeaux menaçant de s'effondrer. Montant total des travaux : 2,5 millions d'euros.

Lucile MOY.